



Signataires : Sébastien Desfayes, Romain de Sainte Marie, Céline Bartolomucci, Alia Chaker Mangeat, Patricia Bidaux, Souheil Sayegh, François Erard, Jacques Blondin, Grégoire Carasso, Anne Carron, Sylvain Thévoz, Nicole Valiquer Grecuccio, Oriana Brücker

Date de dépôt : 6 mai 2026

Proposition de motion **pour garantir un enseignement de l'histoire de l'art accessible à tous dans la maturité gymnasiale**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que le projet de réforme de la maturité gymnasiale « matu2023.ge » prévoit la suppression de l'histoire de l'art comme composante identifiable de la discipline fondamentale « arts visuels », en la limitant principalement à une option spécifique ;
- que le Conseil d'Etat indique que cette suppression résulterait d'une absence de reconnaissance de l'histoire de l'art par la [CDIP](#)¹, dans un contexte où des démarches ont été engagées par cette même institution auprès de la Commission suisse de maturité ([CSM](#)) afin d'examiner les possibilités de maintenir cet enseignement au sein de la discipline fondamentale « arts visuels » ;
- que l'article 16 de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale ([ORM23](#)) confirme l'existence d'une marge de manœuvre cantonale permettant de préserver certaines spécificités propres aux cantons ;

¹ La CDIP (Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique) est l'institution responsable de la coordination nationale en matière d'éducation et de culture.

- qu'en sa qualité de gouvernement cantonal, le Conseil d'Etat exerce un rôle central dans la représentation et la défense des intérêts du canton auprès des instances fédérales et intercantionales, notamment lorsqu'il s'agit de préserver certaines spécificités propres au système genevois ; qu'à cet égard, plusieurs cantons, tels que Vaud, le Tessin ou le Valais, ont déjà entrepris des démarches en ce sens pour défendre le maintien de l'histoire de l'art dans la formation gymnasiale ;
- que la maturité gymnasiale garantit l'accès de tous les élèves à une formation culturelle et leur permet de découvrir la richesse du patrimoine artistique, notamment genevois et national, et que la limitation de l'histoire de l'art à une option spécifique peut être perçue comme une forme de régression après des décennies de travail visant à ouvrir ces domaines, autrefois réservés à des milieux cultivés, à l'ensemble des élèves ;
- que l'enseignement de la discipline « arts visuels », tel que défini dans le plan d'études cadre (PEC24), inclut explicitement des dimensions de contextualisation historique, d'analyse et de réflexion critique des images ;
- que dans une société marquée par la prolifération des images, notamment numériques et générées par l'intelligence artificielle, la capacité d'analyse critique des représentations visuelles constitue une compétence citoyenne essentielle ;
- que l'histoire événementielle, sociale, économique s'enrichit de l'histoire littéraire, de l'histoire de l'art, ce langage non verbal, mais infiniment « parlant »,

invite le Conseil d'Etat

- à garantir le maintien d'un enseignement structuré et identifiable de l'histoire de l'art dans le cadre de la discipline fondamentale « arts visuels » de la maturité gymnasiale ;
- à assurer que cet enseignement soit accessible à l'ensemble des élèves et ne soit pas limité aux seules options spécifiques ;
- à rejoindre les démarches des cantons du Tessin, de Vaud et du Valais afin de soutenir, auprès des instances fédérales compétentes, le maintien d'un enseignement solide et identifiable de l'histoire de l'art dans la formation gymnasiale ;

- à étudier les modalités permettant de maintenir ou de renforcer la place de l'histoire de l'art dans l'enseignement des arts visuels, conformément aux objectifs du plan d'études cadre ;
- à clarifier publiquement les bases juridiques et réglementaires invoquées pour justifier la réorganisation de cette discipline, en distinguant clairement les contraintes fédérales des choix cantonaux ;
- à ouvrir un dialogue formel avec les acteurs et actrices concernés (enseignants, institutions académiques et culturelles) avant toute modification structurelle de l'enseignement de cette discipline.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La réforme de la maturité gymnasiale en cours à Genève s'inscrit dans un processus national visant à adapter les formations aux évolutions contemporaines. Elle constitue une opportunité importante de repenser les équilibres entre disciplines et les objectifs de formation.

Toutefois, la suppression de l'histoire de l'art du tronc commun envisagée par le département de l'instruction publique soulève des interrogations majeures, sinon une incompréhension totale des intentions qui la sous-tendent. Dans une société qui consacre des millions à ses musées, et à l'accueil des publics, à la sauvegarde de son patrimoine artistique et architectural, qui en nourrit ses loisirs, ses manifestations annuelles (Journée du patrimoine, Nuits des musées), son tourisme, son image, et une part non négligeable de son activité économique, renoncer à un enseignement voulu par nos prédécesseurs comme une conquête culturelle, un droit à l'accès à des savoirs jusque-là réservés à une étroite élite, s'inscrit à rebours des politiques publiques visant à démocratiser l'accès à la culture et au patrimoine. Il est important que notre Grand Conseil en prenne pleinement conscience et refuse ce recul. L'exclusion envisagée de l'histoire de l'art et de ses outils d'analyse (formes, styles, iconographie, auteurs et fonction des œuvres, commanditaires, etc.) est d'autant plus grave que notre époque est envahie comme jamais auparavant d'images qu'il importe d'apprendre à déchiffrer.

L'institution cantonale justifie cette réorganisation par une interprétation du cadre fédéral attribuée à la [CDIP](#) quant au maintien de la discipline. Dans un courrier adressé aux enseignantes et enseignants d'histoire de l'art, il est notamment indiqué que « cette branche ne figure [...] pas au nombre des disciplines reconnues par l'ordonnance fédérale [...] [et que] le maintien de cet enseignement [...] constituerait un risque pour la reconnaissance du modèle genevois de maturité », raison pour laquelle « il n'est [...] pas envisageable de poursuivre l'attribution de périodes d'histoire de l'art en discipline fondamentale ». Il convient ici de remarquer que l'histoire de l'art n'a jamais fait partie des disciplines fondamentales et a toujours été enseignée comme composante de la discipline « arts visuels ». L'[ORM23](#) n'a absolument pas évolué sur ce point par rapport à l'[ORM95](#) qui permet pourtant l'enseignement de l'histoire de l'art dans la maturité actuelle. Par ailleurs, plusieurs cantons, tels que Vaud, le Tessin ou le Valais, ont entrepris des démarches pour défendre le maintien de l'histoire de l'art dans la formation gymnasiale, illustrant les marges d'action dont disposent les cantons. Ces démarches ont eu pour conséquence la demande officielle de la

[CDIP](#) à la [CSM](#) de maintenir l'histoire de l'art au sein de la discipline fondamentale « arts visuels ».

Si ces éléments témoignent d'une préoccupation compréhensible quant à la reconnaissance fédérale du diplôme, ils reposent toutefois sur une interprétation du cadre réglementaire qui fait l'objet de contestations légitimes. Les textes de référence ([ORM23](#) et [PEC24](#)) fixent en effet des exigences minimales, tout en laissant aux cantons une marge d'organisation dans la mise en œuvre des disciplines via les plans d'études cantonaux. La décision relative au statut de l'enseignement de l'histoire de l'art dans la discipline fondamentale relève dès lors, au moins en partie, d'un choix cantonal.

Dans le système actuel, l'histoire de l'art est intégrée à l'enseignement des « arts visuels » et contribue à la formation générale des élèves en développant des compétences d'analyse, de contextualisation et de compréhension des images. Les objectifs du [PEC24](#) soulignent notamment l'importance de développer l'ouverture d'esprit, l'esprit critique et la capacité de jugement, ainsi que la sensibilité esthétique et la compréhension du monde culturel dans ses dimensions historiques². Ces objectifs impliquent un travail structuré d'analyse et de mise en perspective des productions artistiques, au cœur de l'enseignement de l'histoire de l'art. La limitation de cet enseignement à une option spécifique soulève dès lors une question de cohérence dans la mise en œuvre de ces objectifs. Une telle évolution aurait pour effet de restreindre l'accès à cet enseignement à une minorité d'élèves.

Au-delà de ces éléments, les enjeux dépassent la seule organisation disciplinaire. Dans une société marquée par la multiplication des images et des dispositifs numériques, la capacité à analyser les représentations visuelles constitue une compétence citoyenne essentielle. Comme l'a notamment souligné Jan Blanc (Université de Lausanne), les élèves sont exposés à un flux continu d'images dont l'impact émotionnel est immédiat, dans un contexte où les images manipulées et générées par intelligence artificielle brouillent les repères entre fiction et réalité³. Dans ce contexte, l'apprentissage de la lecture des images ne peut être considéré comme secondaire et constitue un enjeu de formation démocratique.

L'historique de la réforme met en évidence une évolution particulièrement marquée du statut de l'histoire de l'art au sein de la maturité

² CDIP, [Plan d'études cadre écoles de maturité gymnasiale \(PEC24\)](#), Berne, 20 juin 2024, pp. 4-6.

³ Jan Blanc, [« Voulons-nous laisser nos enfants seuls face aux images ? »](#) dans *Le Temps*, 16 avril 2026.

gymnasiale genevoise. Dès le lancement de la consultation en septembre 2023, les enseignantes et enseignants de la discipline ont activement participé aux travaux et ont, dès novembre 2023, attiré l'attention sur la question du statut de l'histoire de l'art dans la discipline fondamentale, en soulignant sa cohérence avec les objectifs du [PEC24](#). Au cours de l'année 2024 et du début de l'année 2025, les échanges institutionnels et les documents de travail ont confirmé le maintien de cet enseignement. En mars 2025, un document officiel présente comme un « principe acquis » le principe suivant : « Augmenter le pourcentage de la famille des arts pour atteindre la prescription ORM23 de 6% ; des enseignements d'histoire de l'art et d'histoire de la musique sont confirmés », ce qui, par définition, laissait entendre qu'il s'agissait d'un élément stabilisé de la réforme. Cette orientation a encore été confirmée en septembre 2025 dans un document adressé à l'ensemble du corps enseignant, mentionnant explicitement le maintien de l'histoire de l'art au sein de la discipline fondamentale « arts visuels ». Ce n'est qu'au début du mois d'octobre 2025, à un stade avancé du processus, qu'un changement d'orientation majeur a été annoncé, avec la décision de supprimer l'histoire de l'art en discipline fondamentale, décision rapidement suivie d'une modification du projet de grille horaire et d'une officialisation par voie de courrier.

Une telle évolution, intervenant tardivement après plusieurs phases de consultation et des confirmations explicites, interroge les conditions d'équité entre disciplines, certaines ayant pu structurer leur position et défendre leurs intérêts dès les premières étapes du processus. Elle soulève également des interrogations quant à la lisibilité du processus décisionnel et au niveau de concertation avec les acteurs concernés.

La présente motion vise dès lors à garantir un enseignement structuré, accessible à toutes et tous et conforme aux objectifs de la maturité gymnasiale, tout en demandant une clarification des bases de la réforme et l'ouverture d'un dialogue.